

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA  
**POLYNÉSIE FRANÇAISE**

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Marahiti 116  
N° 9

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15  
no Mati 1967

## ABONNEMENTS

Un an    Six mois    3 mois  
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

## PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 30 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### Actes du Pouvoir Central

	Pages
1966 26 déc. Loi n° 66-961 relative à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer (rectificatif). (Arrêté de promulgation n° 697 AA du 3 mars 1967) . . . . .	177

#### Textes officiels publiés à titre d'information

1966 22 nov. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) . . . . .	177
1967 20 janv. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) . . . . .	177
1er fév. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) . . . . .	177
10 fév. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) . . . . .	178

#### Actes du Gouvernement Local

1967 6 fév. Arrêté n° 363 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-4 du 16 janvier 1967 portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967 . . . . .	178
7 fév. Arrêté n° 380 AA modifiant l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines en Polynésie française . . . . .	179

10 fév. Arrêté n° 417 AA/PLAN rendant exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1er décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., dans la limite des opérations approuvées le 20 janvier 1967 par le comité directeur . . . . .	179
15 fév. Arrêté n° 487 AA portant modification des dispositions de l'arrêté n° 1093 AA du 12 mai 1964 portant classement de districts de Polynésie française . . . . .	181
15 fév. Arrêté n° 492 AA mettant en demeure M. Edouardo de Ipola Caldeiro de cesser l'exploitation d'un établissement classé de 3e catégorie . . . . .	181
15 fév. Arrêté n° 493 AE fixant à nouveau la date limite de dépôt des pièces prévues pour la perception de la subvention pour le transport du coprah en provenance des Tuamotu-Gambier-Marquises . . . . .	182
21 fév. Arrêté n° 552 AA/AE rendant exécutoire la délibération n° 67-7 du 31 janvier 1967 portant interprétation de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation . . . . .	182
21 fév. Arrêté n° 558 AA/F rendant exécutoires les délibérations du 31 janvier 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : n° 67-9 portant modification du budget local d'équipement 1966 ; n° 67-10 portant modification du budget local d'équipement 1967 . . . . .	182
22 fév. Arrêté n° 565 UH habilitant certains agents du service de l'urbanisme et de l'habitat à constater les infractions aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 . . . . .	183
22 fév. Arrêté n° 567 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive « Torca » . . . . .	184

22 fév.	Arrêté n° 568 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit du « Club sportif aviation » . . . . .	185
23 fév.	Arrêté n° 569 AA fixant les heures d'ouverture des bureaux de la chefferie du service de santé et des bureaux et magasins de la pharmacie d'approvisionnement . . . . .	186
23 fév.	Décision n° 570 PLAN allouant une subvention à l'Eglise évangélique de Polynésie française pour le groupe scolaire de Taunooa . . . . .	186
23 fév.	Décision n° 572 FT accordant une subvention . . . . .	186
23 fév.	Décision n° 577 AC/DIR portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1961 réglementant les conditions d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien . . . . .	187
24 fév.	Arrêté n° 617 CAB/MIL relatif à la révision de la classe 1968 et 1969 aux îles Marquises . . . . .	187
24 fév.	Décision n° 621 PLAN allouant une subvention à l'Eglise évangélique de Polynésie française pour le groupe scolaire de Taunooa . . . . .	188
27 fév.	Arrêté n° 627 AA admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle . . . . .	188
27 fév.	Arrêté n° 640 J fixant les audiences des tribunaux de Papeete . . . . .	189
27 fév.	Arrêté n° 642 AA instituant une commission de recensement général des votes pour les élections législatives du 5 mars 1967 . . . . .	189
2 mars	Arrêté n° 667 CAB portant délégation de signature . . . . .	190
2 mars	Décision n° 683 FT convoquant la commission de réforme des fonctionnaires tributaires du régime spécial du décret du 21 avril 1950 (ex CRFOM) . . . . .	190
2 mars	Décision n° 685 TLS instituant une indemnité représentative de salaire en faveur des stagiaires de formation professionnelle accélérée . . . . .	190
3 mars	Arrêté n° 693 AA portant classement des districts en Polynésie française . . . . .	191
3 mars	Arrêté n° 695 FT portant augmentation de l'encaisse maximum de l'agence spéciale de Taiohae . . . . .	191
3 mars	Arrêté n° 696 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-22 du 14 février 1967 portant modification du budget local de fonctionnement exercice 1966 . . . . .	191
6 mars	Décision n° 720 FT accordant une subvention . . . . .	192
6 mars	Décision n° 721 FT accordant une subvention . . . . .	192
7 mars	Arrêté n° 732 AA fixant certaines modalités relatives aux déclarations de candidature et à la propagande électorale pour le second tour de l'élection à l'Assemblée nationale du représentant de la Polynésie française . . . . .	193
7 mars	Décision n° 735 AA portant acceptation de la démission de deux conseillers de district . . . . .	194
	Rectificatif n° 561 AA du 22 février 1967 à l'arrêté n° 6 AA du 4 janvier 1967 . . . . .	194
	Extraits . . . . .	194

## Circonscription des îles Sous-le-Vent

1967 11 janv.	Décision n° 1 ISLV désignant, pour l'année 1967, les secrétaires d'état-civil de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent . . . . .	198
---------------	--	-----

## Circonscription des îles du Vent

1967 23 fév.	Décision n° 7 IDV homologuant les élections du vice-président du conseil de district de Paopao (Moorea) . . . . .	198
--------------	---	-----

## Avis officiels

Service des affaires économiques.— Avis aux importateurs . . . . .	199
Service des affaires économiques.— Programme d'importation 1967 des pays de la communauté économique européenne . . . . .	199
Liste des représentants de la propriété privée pour l'année 1967 (en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique) . . . . .	198
Enquêtes de commodo et incommodo :	
Mme Veuve Daniaud . . . . .	200
M. Maamaatua Henri Tevane . . . . .	200
Service des douanes.— Cours des changes . . . . .	201

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . . . .	201
Annonces diverses . . . . .	202

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## ARRÊTÉ n° 697 AA du 3 mars 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le rectificatif à la loi n° 66-961 du 26 décembre 1966 relative à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer, (publié au J.O.R.F. n° 44 des 20 et 21 février 1967 - page 1828).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

LOI n° 66-961 relative à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer.

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 décembre 1966, page 11428, 2<sup>e</sup> colonne, article 1<sup>er</sup> de la loi, 7<sup>e</sup> ligne :

Au lieu de :

« ... ou sur les prix des biens... »,

Lire :

« ... ou sur les prix de biens... ».

(Le reste sans changement.)

## TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 22 novembre 1966 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 4 décembre 1966).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Haring Albert, Teavaro-Teaharoa (Polynésie française), 23-06-39, NAT

DÉCRET du 20 janvier 1967 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 5 février 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Lao Yang (Tihoti), Arue (Polynésie française), 12-10-39, NAT  
Lao Yang, née Yu (Chiou-Fat), Papeete (Polynésie française), 10-03-42, NAT

Lao Yang (Patricia), Papeete (Polynésie française), 05-12-64, EFF

Liou Sang (Kim Fat), Papeete (Polynésie française), 21-02-25, NAT

Liou Sang, née Tang Loung (Tsien Ny), Afaahiti (Polynésie française), 22-12-27, NAT

Liou Sang (Hubert), Papeete (Polynésie française), 26-09-47, EFF

Liou Sang (Kioum Zi) Papeete (Polynésie française), 07-09-48, EFF

Liou Sang (Norbert), Papeete (Polynésie française) 13-01-52, EFF

Liou Sang (Alice), Papeete (Polynésie française), 28-04-53, EFF

Liou Sang (Philippe), Papeete (Polynésie française), 07-08-54, EFF

Wong (Yit Koe), Papeete (Polynésie française), 23-04-34, NAT  
Wong, née Wan Koun You (Ah Kioun), Faaone (Polynésie française), 26-05-41, NAT

Wong (Mirella), Papeete (Polynésie française), 28-02-57, EFF  
Wong (Marie-Claire), Papeete (Polynésie française), 26-05-58, EFF

Wong (Jean-Marc) Papeete (Polynésie française), 20-09-59, EFF

Wong (Frédéric), Papeete (Polynésie française), 11-05-65, EFF

### Article 2 :

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Lamaud (Georges) — Lao Yang (Tihoti)

Lamaud (Chiou-Fat) — Lao Yang (Chiou-Fat)

Lamaud (Patricia) — Lao Yang (Patricia)

Loussan (Roger) — Liou Sang (Kim Fat)

Loussan, née Lanoux (Thérèse) — Liou Sang, née Tang Loung (Tsien Ny)

Loussan (Hubert-Patrick) — Lao Yang (Hubert, Pak Sine)

Loussan (Lisette) — Liou Sang (Kioum Zi)

Loussan (Norbert-Jean) — Liou Sang (Norbert, Tchang Sin)

Loussan (Alice) — Liou Sang (Alice)

Loussan (Philippe) — Liou Sang (Philippe)

Vongue (Yves) — Wong (Yit Koe)

Vongue, née Wane (Madeleine) — Wong, née Wan Koun You (Ah Kioun)

Vongue (Mirella) — Wong (Mirella)

Vongue (Marie-Claire) — Wong (Marie-Claire)

Vongue (Jean-Marc) — Wong (Jean-Marc)

Vongue (Frédéric) — Wong (Frédéric)

DÉCRET du 1<sup>er</sup> février 1967 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 12 février 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

At Thoi (Cui Yen), Papeete (Polynésie française), 03-02-46, NAT

Chong Fong Kiau (Jacques), Ruutia (Polynésie française), 28-05-47, NAT

Guinechinefont (Fouline), Tautira (Polynésie française), 30-07-47, NAT

Lai (Sou On), Papeete (Polynésie française), 05-05-46, NAT

Lan Ko (Kim Fou), Teahupoo (Polynésie française), 14-11-47, NAT

Lao (Alice), Papeete (Polynésie française), 26-04-48, NAT  
 .....  
 Lau (Kim-Fat), Papeete (Polynésie française), 28-08-44, NAT  
 Lau (Oui-Mee), Papeete (Polynésie française), 26-05-47, NAT  
 .....  
 Ling (Kang-Ying), Ruutia (Polynésie française), 01-03-47, NAT  
 .....  
 Tchan (Adrien), Papeete (Polynésie française), 19-02-48, NAT  
 .....  
 Wo (Henri), Papeete (Polynésie française), 21-04-45, NAT  
 Wo (Khai), Papeete (Polynésie française), 24-11-47, NAT  
 .....  
 Ynam (Tsong-Tha), Papeete (Polynésie française), 03-05-48, NAT

## Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Achille (Guy) — At Thoi (Cui Yen)  
 .....  
 Chanac (Adrien) — Tchan (Adrien)  
 Chonfont (Jacques) — Chong Fong Kiau (Jacques)  
 .....  
 Guines (Antoine) — Guinechinefont (Fouline)  
 .....  
 Lao (Alice-Nathalie) — Lao (Alice-Chenli)  
 Larson (Paul) — Lai (Sou On)  
 .....  
 Laudes (Alain) — Lau (Kim Fat)  
 Laudes (Albert) — Lan Ko (Kim Fou)  
 Laux (Annie) — Lau (Oui Mee)  
 .....  
 Line (Paul) — Ling (Kang Ying)  
 .....  
 Ynam (Jean) — Ynam (Tson Tha)

**DÉCRET du 10 février 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 19 février 1967).

## Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Cheung Hoa Pau (Chang Soi On), Opoa (Polynésie française), 03-04-28, NAT  
 Cheung Hoa Pau, née Yune (Sin Yau), Papeete (Polynésie française), 30-06-31,  
 Cheung Hoa Pau (Roselyne), Uturoa (Polynésie française), 20-10-54, EFF  
 Cheung Hoa Pau (Jean-Marc), Uturoa (Polynésie française), 15-05-60, EFF  
 Cheung Hoa Pau (Brigitte), Papeete (Polynésie française), 22-12-61, EFF  
 Cheung Hoa Pau (Roland), Uturoa (Polynésie française), 16-01-64, EFF

Lee Tchou My Fetia, Papeete (Polynésie française), 20-12-30, NAT

Ly Seng (Lymaine), Pare Pirae (Polynésie française), 12-03-32, NAT

Ly Seng, née Yeou (Wen Lao), Caobang (Nord Viet-Nam), 07-12-35, NAT

U King (Yee Ki), Papeete (Polynésie française), 10-12-29, NAT

U King, née Liu Sing (Yune Thai), Papeete (Polynésie française), 11-01-27, NAT

## Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Chenois (Hubert) — Cheung Hoa Pau (Chang Soi On)  
 Chenois, née Jouen (Viviane) — Cheung Hoa Pau, née Yune (Sin Yau)  
 Chenois (Roselyne) — Cheung Hoa Pau (Roselyne)  
 Chenois (Jean-Marc) — Cheung Hoa Pau (Jean-Marc)  
 Chenois (Brigitte) — Cheung Hoa Pau (Brigitte)  
 Chenois (Roland) — Cheung Hoa Pau (Roland)  
 .....  
 Lichon (Michel) — Lee Tchou My Fetia  
 .....  
 Lysen (Robert) — Ly Seng (Lymaine)  
 Lysen (Elisabeth) — Ly Seng (Wen Lao)  
 .....  
 Ursins (Yvon) — U King (Yee Ki)  
 Ursins, née Liussin (Liliane) — U King, née Liu Sing (Yune Thai)

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ n° 363 AA/F du 6 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-4 du 16 janvier 1967, portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Établissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-4 du 16 janvier 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

**DÉLIBÉRATION n° 67-4 du 16 janvier 1967 portant modification du budget de fonctionnement pour 1967.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1005 FT en date du 11 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966, portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 16 janvier 1967,

**ADOpte :**

Article 1<sup>er</sup>.— Le budget local de fonctionnement pour 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Désignation	En + par article
		<b>A. — Recettes</b>	
14	1	Prélèvement sur la caisse de réserve	3.000.000
		<b>B. — Dépenses</b>	
43		Subvention de fonctionnement à des organismes et œuvres privés	
	1	Organismes locaux divers	3.000.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*  
Jean SALMON

*Le président,*  
Elie SALMON

**ARRÊTÉ n° 380 AA du 7 février 1967 modifiant l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines en Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie ;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 précitée et notamment en ses articles 8, 9 et 17 ;

Vu l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Après avis du conseil régional de l'ordre des Pharmaciens ;  
Sur proposition du chef du service de santé,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— L'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*Au lieu de :* Papeete Tahiti : 3

Uturoa Raiatea : 1

*Lire :* Papeete Tahiti : 4

Uturoa Raiatea : 1

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général.*

R. LANGLOIS.

**ARRÊTÉ n° 417 AA/PLAN du 10 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., dans la limite des opérations approuvées le 20 janvier 1967 par le comité directeur.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi 46-860 du 30 avril 1946 et les textes subséquents ;

Vu la délibération 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du fonds d'investissement et de développement économique et social ;

Vu la résolution n° 22 du 20 janvier 1967 du comité directeur du F.I.D.E.S.,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., en ce qui concerne les opérations dudit programme approuvées par la résolution susvisée du comité directeur, à savoir :

Chapitre	Article	Paragraphe	Opérations	A.P.	C.P.	
					1967	1968
5001			A - Dépenses générales			
			Etudes générales			
	2		Recherches hydrogéologiques			
	3	1	Eaux souterraines	9	7	2
		1	Etude générale des eaux			
			Etudes de débits	2	1	1
			Total chapitre 5001	11	8	3
5002			B - Production			
			Production agricole			
	2		Etudes, recherches et enseignement			
	1		Recherche agronomique	4,8	3,8	1
	2		Centre d'expérimentation de Rangiroa	4,5	3,5	1
	4		Bâtiments			
	1		Centre de formation d'expérimentation et de démonstration d'Opunohu	8,7	—	8,7
	5		Cocotier			
	3		Secteur régénération cocoteraie	1,7	1,5	0,2
			Total chapitre 5002	19,7	8,8	10,9
5004			Forêts			
	4		Section de reboisement			
	1		Action forestière préparatoire	4,2	3	1,2
			Total chapitre 5004	4,2	3	1,2
			Total production	23,9	11,8	12,1
5007			C - Infrastructure			
			Tourisme			
	5		Aménagements touristiques			
	5		Pistes cavalières à Nuku-Hiva	0,5	0,5	
			Total chapitre 5007	0,5	0,5	
5011			Routes et ponts			
	2		Etudes et recherches			
	1		Etude aménagement côte est Tahiti	4	4	
	3		Etude aménagement route côte ouest de Tahiti	3	3	
	5		Etude aménagement route Pointe Vénus	0,2	0,2	
	3		Matériel			
	1		Matériel de travaux routiers	4	2	2
	5		Routes à Tahiti et Moorea			
	4		Route Taravao-Teahupoo	3	1	2
	8		Travaux divers			
	2		Rectification du col de Taharua	15	5	10
			Total chapitre 5011	29,2	15,2	14
5012			Ouvrages portuaires et maritimes			
	4		Port de Papeete			
	4		Quai de pêche	10	6	4
	5		Transfert des hangars	10	10	
			Total chapitre 5012	20	16	4

Chapitre	Article	Paragraphe	Opérations	A.P.	C.P.	
					1967	1968
5016			Infrastructure (suite)			
			Transmissions			
	5		Réseaux téléphoniques			
	1		Réseau de Papeete	20	20	
			Total chapitre 5016	20	20	
			Total infrastructure	69,7	51,7	18
5018			D - Equipements sociaux			
			Jeunesse et sports			
	4		Bâtiments			
	1		Stade de Tiaerui	3	3	
	2		Maison des jeunes et de la culture	18,5	—	18,5
	3		Piscine olympique	2,5	—	2,5
			Total chapitre 5018	24	3	21
5019			Santé			
	2		Etudes, recherches et enseignement			
	1		Institut de recherches médicales	3,6	3,6	
	3		Matériel			
	2		Matériel scientifique du centre antituberculeux	0,3	0,3	
	3		Matériel d'étude de l'ichtyotoxisme	0,7	0,7	
	4		Equipped du centre d'hygiène dentaire	1	1	
	4		Formations sanitaires îles du Vent			
	7		Laboratoire d'hygiène publique	1,6		1,6
	9		Pavillon de 30 lits à Taravao	4,5	4,5	
	10		Centre de consultations rurales à Tahiti	0,5	0,5	
	5		Formations sanitaires dans les archipels			
	10		Pavillon de tuberculeux à Uturoa	1,8		1,8
	6		Logements			
	2		Logements à Orofara	0,6		0,6
	3		Logements d'infirmier à Moorea	1,3		1,3
	4		Logement d'infirmier à Uturoa	1,3		1,3
			Total chapitre 5019	17,2	10,6	6,6
5020			Enseignement			
	6		Ecoles primaires aux Marquises			
	1		Ecole de Taiohae	2,2	2	0,2
	2		Centre interinsulaire d'Akahu	3,6		3,6
	12		Logements aux Marquises			
	1		Logement d'instituteur à Taiohae	1	1	
			Total chapitre 5020	6,8	3	3,8

Chapitre	Article	Paragraphe	Opérations	A.P.	C.P.	
					1967	1968
5021	2		Urbanisme et habitat			
			Etudes et recherches			
		2	Etude de la route du corail	1,6	1,6	
		3	Etude de la voie de dégagement de Papeete	4	4	
		5	Travaux d'urbanisme			
		2	Avenue du Prince Hinoi	10	5	5
5022	2	6	Lotissement et habitat			
		1	Lotissement de Pamatai	2	2	
			Total chapitre 5021	17,6	12,6	5
			Travaux urbains et ruraux			
		1	Etudes			
			Etude de l'usine de traitement des ordures	1		1
			Total chapitre 5022	1		1
			Total des équipements sociaux	66,6	29,2	37,4
			Total du programme tranche 1967	171,2	100,7	70,5

Art. 2.— Le chef du service du plan ordonnateur-délégué du F.I.D.E.S., les chefs de circonscriptions et les chefs de services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1967.

Pour le gouverneur,  
et par délégation :

*Le secrétaire général,*  
R. LANGLOIS.

ARRETE n° 487 AA du 15 février 1967 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 1093 AA du 12 mai 1964, portant classement de districts de Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant organisation des conseils de districts et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1270 AAT du 6 novembre 1958 fixant les indemnités des présidents des conseils de districts de la Polynésie française, modifié par l'arrêté n° 1677 FT du 4 juillet 1961 ;

Vu l'arrêté n° 54 AA du 10 janvier 1964 portant classement de districts de Polynésie française, modifié par l'arrêté n° 1093 AA du 12 mai 1964 ;

Vu les décisions n° 1 et 2 du 18 janvier 1967 du chef de la circonscription administrative des îles-du-Vent, déclarant

respectivement élus MM. Viritua Viritua et Maro Tefira, président et vice-président du conseil de district de Makatea ;

Vu la lettre n° 854 IDV du 14 décembre 1966 du chef de la circonscription administrative des îles du Vent ;

Vu la lettre n° 118 FT du 19 janvier 1967 du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 15 février 1967,

**Arrête :**

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 1093 AA du 12 mai 1964 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

*Au lieu de :*

« Article 1er.— . . . . . »

« . . . . . »

« Makatea : 21 Km<sup>2</sup> — 2.273 habitants — 7<sup>e</sup> catégorie. »

« . . . . . »

*Lire :*

« Article 1er.— . . . . . »

« . . . . . »

« Makatea : 21 Km<sup>2</sup> — 60 habitants — 1<sup>re</sup> catégorie. »

« . . . . . »

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 18 janvier 1967, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 492 AA du 15 février 1967 mettant en demeure M. Edouardo de Ipola Caldeiro de cesser l'exploitation d'un établissement classé de 3<sup>e</sup> catégorie.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, de lotissements, de protection des sites et des monuments d'habitation, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions, d'établissements dangereux, insalubres et incommodes et d'établissements recevant du public et notamment son livre IV ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 février 1967,

**Arrête :**

Article 1er.— M. Edouardo de Ipola Caldeiro est mis en demeure de faire cesser, dès notification du présent arrêté, le fonctionnement du groupe électrogène de 12 KVA qu'il a installé à Arue au P.K. 3,200.

Art. 2.— Conformément aux dispositions de l'article 216 de la délibération n° 61-44 du 8 avril précitée, l'apposition des scellés sur le groupe électrogène en cause sera effectuée le 1<sup>er</sup>

mars 1967 au cas où M. Edouardo de Ipola Caldeiro indépendamment des sanctions prévues par la réglementation ne serait pas conformé à la mise en demeure édictée à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTÉ n° 493 AE du 15 février 1967 fixant à nouveau la date limite de dépôt des pièces prévues pour la perception de la subvention pour le transport du coprah en provenance des Tuamotu-Gambier-Marquises.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2992 AA/AE du 14 septembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-96 du 18 août 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant création d'une subvention pour le transport du coprah en provenance des Tuamotu-Gambier et Marquises ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— La date limite du dépôt du compte d'exploitation des goélettes prévue à l'article 3 de la délibération susvisée est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTÉ n° 552 AA/AE du 21 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-7 du 31 janvier 1967 portant interprétation de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-7 du 31 janvier 1967, de la commission permanente de l'assem-

blée territoriale de la Polynésie française, portant interprétation de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

**DELIBERATION n° 67-7 du 31 janvier 1967 portant interprétation de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation rendue exécutoire par arrêté n° 1900 AA/AE du 29 août 1962 ;

Vu la lettre n° 1212 AE du 12 octobre 1966 de M. le gouverneur, chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-8 en date du 31 janvier 1967 de la commission permanente,

Adopte :

Article 1<sup>er</sup>.— L'article 12 de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 doit être entendu en ce sens que les occupants de bonne foi des locaux visés à l'article 1<sup>er</sup>, bénéficient du maintien dans les lieux aux conditions prévues par les articles 12 à 19 inclus de ladite délibération, quelle que soit la date de leur entrée dans les lieux, même si cette date d'entrée dans les lieux est postérieure au 15 septembre 1962.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

**ARRÊTÉ n° 558 AA/F du 21 février 1967 rendant exécutoires les délibérations n°s 67-9 et 67-10 du 31 janvier 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;



Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

**Arrête :**

Article 1er.— Sont rendues exécutoires des délibérations du 31 janvier 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française :

— n° 67-9 : portant modification du budget local d'équipement 1966 ;

— n° 67-10 : portant modification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**DELIBERATION n° 67-9 du 31 janvier 1967 portant modification du budget local d'équipement 1966.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 arrêtant le budget territorial de 1966 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la lettre n° 1013 FT du 26 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 25 janvier 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 31 janvier 1967,

**Adopte :**

Article 1er.— Le budget local d'équipement exercice 1966 est modifié comme suit.

Chapitre 56 — Fonds de concours pour équipement et investissement.

**Article 2 — Municipalités**

*au lieu de :*

2 — Mairie de Faavae . . . . . 2.000.000

*lire :*

2 — Commune de Faavae — Achat de terrain (1ère tranche) . . . . . 2.000.000

le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*

Jean SALMON.

*Le président,*

Elie SALMON.

**DELIBERATION n° 67-10 du 31 janvier 1967 portant modification du budget local d'équipement 1967.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial 1967 ;

Vu la lettre n° 1015 FT du 26 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 25 janvier 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 31 janvier 1967,

**Adopte :**

Article 1er.— Le budget local d'équipement, exercice 1967 est modifié comme suit :

Chapitre 56 — Fonds de concours pour équipement et investissement.

**Article 2 — Municipalités.**

*au lieu de :*

1 — Mairie de Faavae (3e tranche) . . . . . 5.000.000

*lire :*

1 — Commune de Faavae — achat de terrain (2e tranche) . . . . . 5.000.000

le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*

Jean SALMON.

*Le président,*

Elie SALMON.

**ARRETE n° 565 UH du 22 février 1967 habilitant certains agents du service de l'urbanisme et de l'habitat, à constater les infractions aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1226 AA du 18 avril 1966 portant création et organisation du service territorial de l'urbanisme et de l'habitat ;

Vu l'arrêté n° 1274 AA/TO rendant exécutoire la délibération n° 66-43 du 1er avril 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget de fonctionnement du service de l'urbanisme et de l'habitat ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1967,

#### Arrête :

Article 1er.— Le chef du service de l'urbanisme et de l'habitat, le chef de la section de la construction et de l'architecture, les contrôleurs d'urbanisme sont compétents pour constater par procès-verbaux les infractions aux dispositions réglementaires prévues par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 dit code d'aménagement du territoire et aux textes subséquents.

Art. 2.— Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 1 prêteront, devant le tribunal de première instance de Papeete, le serment suivant :

« Je jure de bien et fidèlement remplir la mission qui m'est impartie et d'observer en tout les devoirs qu'elle m'impose ».

Au cas où ces fonctionnaires ou agents seraient en service dans les archipels, ils prêteront le même serment par écrit devant le tribunal supérieur d'appel.

Art. 3.— Ces fonctionnaires ou agents sont commissionnés par le gouverneur, chef de territoire, dont ils dépendent.

Ils doivent être porteur de leur commission au cours de l'accomplissement de leur mission.

Art. 4.— Le chef du service de l'urbanisme et de l'habitat et le procureur de la République sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 567 AA du 22 février 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Torea.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par M. Teharuru Victor, président de l'association sportive Torea ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1967,

#### Arrête :

Article 1er.— M. Teharuru Victor, président de l'association sportive Torea est autorisé à organiser une loterie au capital de 3.000.000 francs composé de 30.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné à l'aménagement du terrain de foot-ball.

Art. 2.— Est autorisé l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1er lot :	1.000.000 francs
2 <sup>e</sup> lot :	200.000 francs
3 <sup>e</sup> lot :	50.000 francs
4 <sup>e</sup> lot :	10.000 francs
5 <sup>e</sup> lot :	10.000 francs
6 <sup>e</sup> lot :	10.000 francs
7 <sup>e</sup> lot :	10.000 francs
8 <sup>e</sup> lot :	10.000 francs.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef de circonscription administrative des îles du Vent ou son représentant . . . . . *Président*

M. le président Jacques Tauraa, représentant de l'assemblée territoriale . . . . . *Membre*

M. le trésorier payeur . . . . . »

M. Teharuru Victor, président de l'association sportive Torea . . . . . »

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 1er juillet 1967 à Paopao (Moorea). Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé

à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de l'association.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 568 AA du 22 février 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du club sportif aviation.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande présentée par M. Roger Lehartel, président du club sportif aviation ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1967,

Arrête :

Article 1er.— M. Roger Lehartel, président du club sportif aviation est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.000.000 francs composé de 2.000 billets à 1.000 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné à l'aménagement d'un terrain de basket-ball et volley-ball.

Art. 2.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot : 1.000.000 francs

2è lot : 100.000 francs

3è lot : 50.000 francs

4è lot : 25.000 francs

et 5 lots de 5.000 francs.

Art. 5.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives  
ou son représentant . . . . . *Président*

M. le président Jacques Tauraa, représentant de  
l'assemblée territoriale . . . . . *Membre*

M. le trésorier payeur . . . . . »

M. Lehartel Roger, président du club sportif  
aviation . . . . . »

Art. 6.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission ; à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 7.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 29 juillet 1967 à Faaa. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais du club.

Art. 8.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 9.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 569 AA du 23 février 1967 *fixant les heures d'ouverture des bureaux de la chefferie du service de santé et des bureaux et magasins de la pharmacie d'approvisionnement.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3296 AA du 5 novembre 1965 modifiant les heures d'ouverture de certains bureaux des services administratifs de la Polynésie française ;

Sur la proposition du chef du service de santé,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er mars 1967, les bureaux de la chefferie du service de santé et les bureaux et magasins de la pharmacie d'approvisionnement fonctionneront huit heures tous les jours sauf :

- a) les dimanches
- b) les jours fériés ou réputés fériés
- c) les samedis.

Les bureaux et magasins seront ouverts le matin de 7 h 30 à 12 heures, l'après-midi de 13 h 30 à 17 heures.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECISION n° 570 PLAN du 23 février 1967 *allouant une subvention à l'église évangélique de Polynésie française pour le groupe scolaire de Taunoo.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 7 AE/PLAN du 28 janvier 1960 ;

Vu la résolution n° 21 du 16 juillet 1965 autorisant l'octroi de subventions aux œuvres privées à imputer sur les dotations de la section générale du FIDES tranche 1965 ;

Vu les décisions n°s 900154 et 900173 des 3 août 1965 et 6 janvier 1966 de l'ordonnateur principal portant délégation de crédits,

Décide :

Article 1er.— Une subvention d'un montant total de *trois millions cent quatorze mille cinq cent quatre vingt deux (3.114.582) francs CFP* sur la tranche 1965 dont 1.818.182 francs CFP en CP sur l'exercice 1965 est allouée à l'église évangélique de Polynésie française (compte spécial n° 54 ouvert à la BIC de Papeete) pour la construction du groupe scolaire de Taunoo à Papeete.

Art. 2.— L'église évangélique de Polynésie française est au regard de la présente décision considérée comme le maître de l'ouvrage à réaliser.

Art. 3.— La dépense correspondante est imputable au chapitre 4072 article 1 du programme 1961, tranche annuelle 1965 de la section générale du F.I.D.E.S.

Art. 4.— La présente subvention sera versée comme suit :

- a) 1.818.182 FCFP à la signature de la présente décision ;
- b) 1.296.400 FCFP à la réception provisoire des travaux exécutés dans le cadre du marché passé avec l'entreprise des anciens établissements Joseph Paris.

Art. 5.— Le maître de l'ouvrage ou son délégué soumettra les travaux, objet de la présente subvention, au contrôle administratif prévu au paragraphe III de la circulaire n° 7 AE/PLAN susvisée notamment en ce qui concerne les contrôles financiers et technique et les conditions de réceptions provisoire et définitive.

Art. 6.— Le chef du service du plan ordonnateur secondaire délégué, le chef du service des travaux publics et des mines et le chef du service de l'enseignement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECISION n° 572 FT du 23 février 1967 *accordant une subvention.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et tous textes modificatifs ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Décide :

Article 1er.— Une subvention de *cinq cent mille* (500.000) francs est accordée à la direction de l'enseignement protestant en Polynésie française pour la réfection de la cafétéria de l'école protestante d'Uturoa.

Art. 2.— Le versement en sera effectué en une seule fois après approbation des plans et devis descriptifs par le service des travaux publics.

Art. 3.— Le service des travaux publics contrôlera l'exécution des travaux et fournira dès leur achèvement un certificat de conformité au service des finances et de la comptabilité.

Art. 4.— La dépense est imputable au budget local d'équipement, chapitre 56 article 5, exercice 1967.

Art. 5.— Le chef du service des travaux publics et le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECISION n° 577 AC/DIR du 23 février 1967 portant *dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1961, réglementant les conditions d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoires ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2332 du 19 septembre 1963 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 57-598 du 13 mai 1957, promulgué dans le territoire par arrêté 388 AAE du 15 septembre 1958, fixant les règles de l'air, les attributions et le rôle des services civils de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1961 relatif aux conditions techniques d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien ;

Vu l'arrêté n° 313 AC/DIR du 2 février 1967 portant définition des itinéraires et procédures de survol VFR par les aéronefs de tourisme et de travail aérien entre Tahiti et les îles des archipels de la région d'information de vol de Tahiti,

Décide :

Article 1er.— A titre provisoire et par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1961, annexes I et II, pour le survol de l'eau par les aéronefs de tourisme, le matériel de signalisation ne comportera pas de poste émetteur-récepteur MF/HF sur les trajets définis dans l'article 2.

Art. 2.— Cette dérogation est valable pour tous les trajets directs entre l'aérodrome de Tahiti-Faaa et les aérodromes de Raiatea-Bora-Bora-Tupai et Rangiroa.

Art. 3.— Pour tout autre itinéraire maritime ou pour tout vol entre les aérodromes spécifiés dans l'article 2 comportant un détour de plus de vingt milles des routes prescrites, les dispositions intégrales de l'arrêté du 24 janvier 1961 restent opposables.

Art. 4.— Le directeur du service de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'application de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 617 CAB/MIL du 24 février 1967 *relatif à la révision de la classe 1968 et 1969 aux îles Marquises.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 sur le recrutement et la révision du contingent ;

Vu la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu le décret n° 66-331 du 26 mai 1966, relatif aux modalités de sélection et de révision des jeunes gens de la classe en formation en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu l'instruction provisoire n° 13.700 SCR/I/B/REG du 8 août 1966 relative aux opérations de révision des jeunes gens de la classe formée en vue de l'accomplissement du service national,

Arrête :

Article 1er.— Le conseil de révision, appelé à examiner les jeunes gens des classes 1968 et 1969 se réunira aux îles Marquises, aux lieux, jours et heures ci-après :

— île de Nuku-Hiva	le 27 mars 1967 à 07 H 00
— île de Ua-Pou	le 28 mars 1967 à 09 H 00
— île de Fatu-Hiva	le 29 mars 1967 à 07 H 00
— île de Hiva-Oa	le 30 mars 1967 à 10 H 00
— île de Ua-Uka	le 31 mars 1967 à 07 H 00

Le chef de circonscription est chargé de la désignation et de l'aménagement des locaux où siègera le conseil. Il mettra à la disposition du président du conseil de révision un secrétaire chargé de la transcription sur le registre modèle 19 des décisions prises à l'égard de chacun des inscrits et d'établir la délibération arrêtant la liste de recrutement de la circonscription.

Art. 2.— Conformément aux articles 80 et 72 de l'instruction n° 13.700 SCR/I/B/REG du 8 août 1966 les chefs de districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision peuvent assister aux séances. Ils sont, ainsi que les membres du conseil de révision, porteurs de leurs insignes.

Art. 3.— Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huit clos.

Toutefois, pourra être admis, sur sa demande, à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 24 février 1967.

Jean SICURANI.

DECISION n° 621 PLAN du 24 février 1967 *allouant une subvention à l'église évangélique de Polynésie française pour le groupe scolaire de Taunoa.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 7 AE/PLAN du 28 janvier 1960 ;

Vu la résolution n° 36 du 28 juin 1966 autorisant l'octroi de subventions aux œuvres privées à imputer sur les dotations de la section générale du FIDES tranche 1966 ;

Vu la décision n° 1000018 du 26 juillet 1966 de l'ordonnateur principal portant délégation de crédits,

Décide :

Article 1er.— Une subvention d'un montant total de *trois millions cent quatorze mille cinq cent neuf* (3.114.509) francs CFP dont 1.654.546 francs CFP sur l'exercice 1966 est allouée à l'église évangélique de Polynésie française (compte spécial n° 54 ouvert à la BIC de Papeete) pour la construction du groupe scolaire de Taunoa à Papeete.

Art. 2.— L'église évangélique de Polynésie française est au regard de la présente décision considérée comme le maître de l'ouvrage à réaliser.

Art. 3.— La dépense correspondante est imputable au chapitre 5072 article 1 du programme 1966, tranche annuelle 1966 de la section générale du F.I.D.E.S.

Art. 4.— La présente subvention sera versée comme suit :

a) 1.654.546 FCFP après exécution des dalles des 1er et 2e étages ;

b) 1.459.963 FCFP à la réception provisoire des travaux exécutés dans le cadre du marché passé avec l'entreprise A. Blouin.

Art. 5.— Le maître de l'ouvrage ou son délégué soumettra les travaux, objet de la présente subvention, au contrôle administratif prévu au paragraphe III de la circulaire n° 7 AE/PLAN susvisée notamment en ce qui concerne les contrôles financiers et technique et les conditions de réceptions provisoire et définitive.

Art. 6.— Le chef du service du plan ordonnateur secondaire délégué, le chef du service des travaux publics et des mines et le chef du service de l'enseignement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 627 AA du 27 février 1967 *admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887 relative à l'application aux colonies de la loi susvisée ;

Vu les avis émis le 25 janvier 1967 par la commission de surveillance des prisons, en application des articles 31 et 34 de l'arrêté n° 1074 APA du 25 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire,

Arrête :

Article 1er.— Les condamnés désignés ci-après sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle :

— *Taamino Teina*, condamné par jugement du tribunal correctionnel le 8 mars 1966 à un an d'emprisonnement,

— *Moeterauri Daniela*, condamné par la cour criminelle le 20 juin 1966 à 18 mois d'emprisonnement et 5 ans d'interdiction de séjour,

— *Huri Rere dit Siki*, condamné par jugement du tribunal correctionnel le 27 juillet 1965 à un an d'emprisonnement et dix ans d'interdiction de séjour, sous réserve, pour ce dernier, de son départ aux îles Marquises.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté à la date indiquée et pourront y être laissés jusqu'à expiration de leur peine.

Art. 2.— Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le service de la sûreté ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, ils seront réintégrés à la prison pour toute la durée de leur peine non écoulée au moment de leur libération.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 640 J du 27 février 1967 fixant les audiences des tribunaux de Papeete.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et règles de procédure dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment en son article 230 ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1895 modifié par les arrêtés des 12 août 1932 et 6 septembre 1938, fixant les audiences des tribunaux de Papeete ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er.— Les audiences des tribunaux de Papeete sont fixées ainsi qu'il suit :

— *Tribunal supérieur d'appel* : le jeudi à 8h30

— *Tribunal de première instance*

Affaires civiles et commerciales : le vendredi à 8h30

Affaires correctionnelles : le mardi à 8h30

Affaires correctionnelles : le mercredi à 9h30

— *Justice de paix et tribunal de simple police* : le mercredi à 8h30.

Art. 2.— Pendant les mois de juillet et d'août, il n'est tenu par les tribunaux, qu'une audience par mois.

Art. 3.— Les tribunaux peuvent toujours accorder des audiences extraordinaires.

Art. 4.— Sont abrogés les arrêtés susvisés des 17 juin 1895, 12 août 1932 et 6 septembre 1938.

Art. 5.— Le procureur de la République près le tribunal

supérieur d'appel, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 642 AA du 27 février 1967 instituant une commission de recensement général des votes pour les élections législatives du 5 mars 1967.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les T.O.M. et notamment son article 35 modifié par le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentant les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna ;

Vu la lettre n° 17 TSA du 20 février 1967 du président du tribunal supérieur d'appel ;

Vu la lettre n° 44 du 1<sup>er</sup> février 1967 du président de la commission permanente de l'Assemblée territoriale,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Il est institué à Papeete une commission de recensement général des votes pour les élections législatives du 5 mars 1967.

Art. 2.— Cette commission est composée de :

MM. Bonneau, vice-président du tribunal supérieur d'appel,	<i>président</i>
Tinseau, président de première instance,	<i>remplaçant</i>
Calinaud, juge,	<i>membre</i>
Baron, vice-président du tribunal de première instance,	<i>remplaçant</i>
Garrigou, juge,	<i>membre</i>
Bourillon, juge,	<i>remplaçant</i>
Jouette Calixte, conseiller territorial,	<i>membre</i>
Marere Henri,	<i>remplaçant</i>
Tissier, chef du service des affaires administratives,	<i>membre</i>
Luciani,	<i>remplaçant</i>

Art. 3.— La commission se réunira au palais de justice de Papeete le lundi 6 mars 1967, à 8 heures, et, dans l'éventualité d'un second tour de scrutin, le lundi 20 mars 1967, à 8 heures.

Art. 4.— Dans tous les cas où ce sera nécessaire, la commission statuera sur le vu des messages télégraphiques à défaut des procès-verbaux correspondants. Elle devra avoir terminé ses travaux au plus tard le lundi 6 mars 1967, à minuit et, dans l'éventualité d'un second tour, le lundi 20 mars 1967 à minuit.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 27 février 1967.

Jean SICURANI.

**ARRETE n° 667 CAB du 2 mars 1967 portant délégation de signature.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la décision 1271 CAB du 1er juillet 1960 portant délégation de signature ;

Vu la circulaire 80 FT du 9 septembre 1960 relative à l'enregistrement des marchés ;

Vu l'arrêté 3323 AA/F du 19 octobre 1966 rendant exécutoire la délibération 66-109 du 3 octobre 1966, portant réglementation des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 3 de l'arrêté du 19 octobre 1966 susvisé, délégation de signature des marchés et conventions passés au nom du territoire est donnée aux ordonnateurs-délégués des budgets supportant le financement desdits marchés.

Art. 2.— Le présent arrêté annule le paragraphe 2 de l'article premier de la décision du 1er juillet susvisée, en ce qui concerne ces marchés.

Art. 3.— Les chefs de service ordonnateurs-délégués sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
R. LANGLOIS.

**DECISION n° 683 FT du 2 mars 1967 convoquant la commission de réforme des fonctionnaires tributaires du régime spécial du décret du 21 avril 1950 (ex-CRFOM).**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 805 AG du 14 novembre 1934 fixant la composition de la commission de réforme du personnel en service dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 50-461 du 21 avril 1950 portant règlement d'administration publique relatif au régime des pensions de l'ex-CRFOM notamment en ses articles 3 et 19 ;

Vu le décès de M. Paul Doucet, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du cadre latéral des secrétaires administratifs de préfecture, survenu le 7 janvier 1967 ;

Vu le décès de M. Tamarii Vehinetupu dit Pierre, infirmier de 9e échelon du cadre territorial de la Polynésie française, survenu le 7 février 1967,

Décide :

Article 1er.— La commission de réforme des fonctionnaires tributaires du régime spécial du décret du 21 avril 1950 se réunira le 9 mars 1967 pour statuer sur les cas de :

1°) M. Paul Doucet, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du cadre latéral des secrétaires administratifs de préfecture, décédé en activité de service le 7 janvier 1967 ;

2°) M. Tamarii Vehinetupu, infirmier de 9e échelon du corps territorial des infirmiers de la Polynésie française, décédé en activité de service le 7 février 1967.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
R. LANGLOIS.

**DECISION n° 685 TLS du 2 mars 1967 instituant une indemnité représentative de salaire en faveur des stagiaires de formation professionnelle accélérée.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la décision n° 1450 FT du 6 mai 1966 chargeant l'inspection du travail et des lois sociales du contrôle des crédits d'apprentissage et formation professionnelle ;

Vu le procès-verbal en date du 10 août 1966 de la commission de la taxe d'apprentissage,

Décide :

Article 1er.— Les stagiaires admis à suivre la formation du centre de formation professionnelle accélérée percevront pendant toute la durée du stage une indemnité représentative de



salaire calculée à partir du salaire minimum interprofessionnel garanti et correspondant à une semaine de travail de 40 heures, ainsi qu'une prime d'assiduité de 1.000 francs par mois.

Art. 2.— Ces indemnités seront liquidées mensuellement sur états établis par le directeur du centre et visés de l'inspecteur du travail et des lois sociales. Imputation budgétaire : chapitre 43, art. 8.

Art. 3.— L'inspecteur du travail et des lois sociales et le chef du service des finances et de la comptabilité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 693 AA du 3 mars 1967 portant classement des districts en Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant organisation des conseils de districts et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1270 AAT du 6 novembre 1958 fixant les indemnités des présidents des conseils de districts de la Polynésie française, modifié par l'arrêté n° 1677 FT du 4 juillet 1961 ;

Vu l'arrêté n° 704 AA/FT du 30 mars 1964 relatif à la rémunération des vice-présidents des conseils de districts ;

Vu l'arrêté n° 54 AA du 10 janvier 1964 portant classement de districts de Polynésie française ;

Vu les arrêtés n°s 1428, 1429, 1430 et 1431 créant les districts autonomes de Hauti, Rairua, Mahanatoa, Anatonu et Vairuru ;

Vu l'arrêté n° 922 AA du 23 juin 1966 portant convocation des collèges électoraux des districts de Hauti, Rairua - Mahanatoa, Anatonu et Vairuru ;

Vu la décision n° 7 IA du 29 décembre 1966 du chef de la circonscription administrative des îles australes, constatant la prise de fonctions des présidents et vice-présidents des conseils de districts précités ;

Vu la lettre n° 243 FT du 15 février 1967 du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 2 mars 1967,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du tableau établi à l'article 1er de l'arrêté n° 54 AA du 10 janvier 1964 susvisé sont remplacées par le classement suivant, en ce qui concerne uniquement la circonscription des îles Australes.

*Au lieu de : « Circonscription des îles Australes »*

« Raivavae superficie : 16 km<sup>2</sup>, population : 958, cat. : 4e

« Moeraï superficie : 16 km<sup>2</sup>, population : 811, cat. : 4e

*Lire : « Circonscription des îles Australes »*

*Île de Raivavae :*

« Rairua - Mahanatoa . . . . . 2e catégorie

« Anatonu . . . . . 2e catégorie

« Vairuru . . . . . 2e catégorie.

« Moeraï (Rurutu) . . . . . 3e catégorie

« Hauti (Moeraï - Rurutu) . . . . . 2e catégorie.

Art. 2.— Le district de Raivavae est supprimé.

Art. 3.— Le présent arrêté qui prendra effet à compter du 1er août 1966, date de constatation de prise de fonctions des nouveaux présidents et vice-présidents de conseils de districts, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 695 FT du 3 mars 1967 portant augmentation de l'encaisse maximum de l'agence spéciale de Taiohae.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier des territoires d'outre-mer du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté 3815 FT du 16 novembre 1966 portant fixation de l'encaisse maximum des agences spéciales du territoire ;

Sur proposition du chef de circonscription des îles Marquises ;

Vu l'accord du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 2 mars 1967,

Arrête :

Article 1er.— L'encaisse maximum de l'agence spéciale de Taiohae est portée à 5.000.000 de francs à compter du 1er mars 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 696 AA/F du 3 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-22 du 14 février 1967, portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-22 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1966 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 2 mars 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-22 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local de fonctionnement - exercice 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1967.

Jean SICURANI.

**DELIBERATION n° 67-22 du 14 février 1967 portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1966.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois nos 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1966 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le budget local de fonctionnement de l'exercice 1966 est modifié comme suit :

1°) *En recette :*

Chapitre 2 — Impôts indirects

Article 1er.— Droits à l'importation

Para. 2 — Droits d'entrée, (en plus) 1.500.000

2°) *En dépense :*

Chapitre 3 — Représentations parlementaires de l'assemblée territoriale. Personnel.

Article 2.— Conseillers territoriaux, (en plus) 1.300.000

Article 4.— Secrétariat général de l'assemblée territoriale, (en plus) 200.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit, et prendra effet à compter du 31 décembre 1966.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

**DECISION n° 720 FT du 6 mars 1967 accordant une subvention.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et tous textes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération 12/OMO du 16 février 1967 du conseil d'administration de l'office de la main-d'œuvre de la Polynésie française rendant exécutoire le budget 1967 de l'office ;

Vu la délibération 11/OMO du 16 février 1967 approuvant le compte de gestion 1966 de l'office ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Décide :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de cent soixante dix mille (570.000) francs est accordée pour 1967 à l'office de la main-d'œuvre de la Polynésie française.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 42, article 5 exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

**DECISION n° 721 FT du 6 mars 1967 accordant une subvention.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions du budget local de fonctionnement exercice 1966 ;

Vu les justifications fournies par la direction de l'enseignement protestant ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'enseignement,

Décide :

Article 1er.— Une subvention de cent cinquante mille (150.000) francs est accordée à la direction de l'enseignement protestant en Polynésie française à titre de contribution du territoire pour le démarrage de la cantine de l'école protestante d'Uturoa.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 43, article 2 exercice 1966.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**ARRETE** n° 732 AA du 7 mars 1967 *fixant certaines modalités relatives aux déclarations de candidature et à la propagande électorale pour le second tour de l'élection à l'Assemblée nationale du représentant de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956, modifié, portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la constitution et notamment ses articles 24, 25, 59, 63, 90 et 92 ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, complétée par l'ordonnance n° 58-1015 du 29 octobre 1958 ;

Vu l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958, relative au fonctionnement provisoire des pouvoirs publics, et notamment son article 4 ;

Vu l'ordonnance n° 58-977 du 20 octobre 1958, relative à l'utilisation du vote par procuration ou par correspondance pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, en ses articles 1er à 8 ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958, portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, complétée et modifiée par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et n° 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, portant loi organique sur le conseil constitutionnel ;

Vu l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959, portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, complétée et modifiée par la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 complétant les dispositions du code électoral relatives au vote par procuration et au vote par correspondance ;

Vu les articles 66, 80 à 82, et 187 à 188 du code électoral ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959, portant application de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959, relative à

l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, ensemble le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 qui l'a modifiée ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998, modifiée, du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu le décret n° 59-993 du 17 août 1959, relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer de la République, de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 ;

Vu la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967, portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale ;

Vu l'arrêté n° 168 AA du 23 janvier 1967, fixant certaines modalités relatives aux déclarations de candidature et à la propagande électorale pour les élections à l'Assemblée nationale du 5 mars 1967 ;

Vu l'arrêté n° 297 AA du 31 janvier 1967, fixant les conditions dans lesquelles les documents électoraux seront imprimés,

Arrête :

Article 1er.— Les déclarations de candidature, pour les trois candidats ayant obtenu au moins 3.692 voix le 5 mars 1967, seront déposées au service des affaires administratives à Papeete dans les conditions définies par l'article 2 de la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966, jusqu'au mercredi 8 mars 1967 à minuit.

Art. 2.— La commission de propagande instituée par l'arrêté n° 168 AA du 23 janvier 1967 précité est reconduite. Toutefois, M. Porcher, en congé, sera remplacé par M. Stienhault Victor, directeur par intérim de l'office des postes et télécommunications.

Art. 3.— Les bulletins de vote et circulaires destinés à Tahiti, Moorea et aux îles Sous-le-Vent devront être remis au service des affaires administratives dans les conditions suivantes :

- 10.000 bulletins et 5.000 circulaires avant le jeudi 9 mars 1967 à midi,
- 20.000 bulletins et 10.000 circulaires avant le vendredi 10 mars 1967 à midi,
- 36.000 bulletins, 18.000 circulaires et 700 affiches de chaque sorte avant le samedi 11 mars 1967 à midi.

La commission ne sera pas tenue responsable de l'envoi des imprimés qui ne lui auraient pas été remis dans les délais impartis.

Art. 4.— Les frais de papier pour la confection des documents électoraux définis par les articles 12 à 14 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959, les frais d'impression de ces documents et les frais d'affichage réellement exposés par les candidats seront remboursés sur demande accompagnée des pièces justificatives dans le mois qui suivra la date du scrutin, selon le tarif fixé par arrêté n° 297 AA du 31 janvier 1967.

Les demandes de remboursement seront adressées au chef du territoire (service des finances d'Etat).

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 7 mars 1967.

Jean SICURANI.

# DÉCISION n° 735 AA du 7 mars 1967 portant acceptation de la démission de deux conseillers de district.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 concernant la composition et la formation des conseils de district et notamment son article 19 ;

Vu la lettre en date du 9 février 1967 de Messieurs Tahito Fanau et Tapi Iotua, conseillers du district de Fare (Huahine) ;

Vu la lettre n° 8 ISLV/CF du 13 février 1967 du chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent.

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est acceptée la démission du conseil de district de Fare (Huahine) de Messieurs Tahito Fanau et Tapi Iotua.

Art. 2.— La présente décision, qui vaut accusé de réception, prend effet de la date de sa notification aux intéressés et sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
R. LANGLOIS.

## RECTIFICATIF n° 561 AA du 22 février 1967 à l'arrêté n° 6 AA du 4 janvier 1967, convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire.

Article 1<sup>er</sup>.— Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 6 AA du 4 janvier 1967 susvisé, sont rectifiées ainsi qu'il suit :

*Au lieu de :*

« Article 1<sup>er</sup>.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française est convoquée, en session ordinaire, le mardi 8 mai 1967 à 9 heures. »

*Lire :*

« Article 1<sup>er</sup>.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française est convoquée, en session ordinaire, le mardi 9 mai 1967 à 9 heures. »

## EXTRAITS

**Pensions, nominations, mutations, congés, etc...**

## FONCTION PUBLIQUE

Rectificatif n° 315 PEL du 2 février 1967 à la décision n° 4460 PEL du 30 décembre 1966.— L'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 4460 PEL du 30 décembre 1966 est rectifié ainsi qu'il suit :

*Au lieu de :*

## CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES SOUS-LE-VENT

Tuarac Monoihère, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 9<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 — Maroe (Huahine).

Apoo Tetuanui, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 19 avril 1966 — Anau (Bora-Bora).

Ruroa Teretoma, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 15 septembre 1966 — Fare (Huahine).

Colombani Edouard, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 2<sup>e</sup> échelon, pour compter du 7 septembre 1966 — Parea (Huahine).

## CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES

Tata Rataro, agent de police, 4<sup>e</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965 — Hakahetau (Ua-Pou).

*Lire :*

Tuarac Monoihère, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 9<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1966 — Maroe (Huahine).

Apoo Tetuanui, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966 — Anau (Bora-Bora).

Ruroa Teretoma, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 15 janvier 1966 — Fare (Huahine).

Colombani Edouard, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 2<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1966 — Parea (Huahine).

Tata Rataro, agent de police, 2<sup>e</sup> catégorie, 2<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965 (Taiohae).

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 340 PEL du 2 février 1967.— Les fonctionnaires dont les noms suivent, intégrés dans le cadre métropolitain des instituteurs par arrêtés ministériels en date du 15 septembre 1965 et du 2 novembre 1965, sont rayés des contrôles du corps des instituteurs du cadre territorial de la Polynésie française pour compter des dates ci-dessous indiquées :

Adams Hélène née Lequerré, institutrice de 4<sup>e</sup> échelon, échelle 1 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1952 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Martinique).

Mme Ebb Henriette, institutrice de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1949 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Martinique).

Mme Ferriol Marthe, institutrice de 7<sup>e</sup> échelon, échelle 1 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1946 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guadeloupe).

Mme Herbreteau Jacqueline, institutrice de 2<sup>e</sup> échelon, échelle 1 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1965 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de l'Aisne).

M. Le Cayic Alexandre, instituteur de 11<sup>e</sup> échelon, échelle 2 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942 (intégré dans le cadre des instituteurs du département de la Guadeloupe).

Mme Maamaatuaiahurapu Stella, institutrice de 6<sup>e</sup> échelon, échelle 1 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1950 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guyane).

Mme Matoi Marguerite, institutrice de 11<sup>e</sup> échelon, échelle 2 B, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1936 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guyane).

Mlle Pihatarioe Florida, institutrice de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1946 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guyane).

Mme Teai Rose, institutrice de 4<sup>e</sup> échelon, échelle 1 B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1953 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guadeloupe).

Mlle Tehei Ahurau Léonie, institutrice de 10<sup>e</sup> échelon, échelle 2B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1946 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Réunion).

M. Teriierooiterai Henri, instituteur de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1950 (intégré dans le cadre des instituteurs du département de la Martinique).

Mme Teriierooiterai Jeanne, institutrice de 6<sup>e</sup> échelon, échelle 1B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1947 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Martinique).

Mme Terorotua Claire, institutrice de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1949 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guadeloupe).

Mme Lefebvre, née Colombani Vitanie, Marguerite, institutrice de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1950 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Martinique).

Mme Teriitahi née Tau Henriette, institutrice de 4<sup>e</sup> échelon, échelle 1B, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1945 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Réunion).

Mlle Salmon Mildred, institutrice de 2<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint échelle 1B adjoint, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1964 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Réunion).

Par arrêté n° 341 PEL du 2 février 1967.— Les fonctionnaires dont les noms suivent, intégrés dans le cadre métropolitain des instituteurs par arrêtés ministériels en date du 5 mai 1966 et du 25 novembre 1966, sont rayés des contrôles du corps des instituteurs du cadre territorial de la Polynésie française pour compter des dates ci-dessous indiquées :

Mme Spingler (ex Pioi) Stella, institutrice de 5<sup>e</sup> échelon, échelle 1B, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Réunion).

Mme Hervéguen Diane, institutrice de 9<sup>e</sup> échelon, échelle 2B, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951 (intégrée dans le cadre des institutrices du département de la Guadeloupe).

Par arrêté n° 342 PEL du 2 février 1967.— M. Cance Roger, inspecteur des impôts de 7<sup>e</sup> échelon, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 11 janvier 1967, et arrivé à Papeete le 12 janvier 1967, est nommé chef du cabinet du secrétaire général.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121, article 4.

Par arrêté n° 344 PEL du 2 février 1967.— La démission de son emploi offerte par Mme Cichoszewski Anatolie, commis de 4<sup>e</sup> échelon, catégorie D, du corps des commis du cadre territorial de la Polynésie française, est acceptée pour compter du 26 janvier 1967.

Pour compter de cette même date, Mme Cichoszewski Anatolie, est rayée des contrôles du corps des commis du cadre territorial.

Par arrêté n° 345 PEL du 2 février 1967.— Les dispositions de l'arrêté n° 4387 PEL du 30 décembre 1966, sont rapportées.

Par arrêté n° 367 PEL du 6 février 1967.— Mlle Tehurita Marguerite, adjoint administratif de 4<sup>e</sup> échelon, catégorie C du corps des adjoints administratifs du territoire, en fonction au service du personnel, est placée sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de six mois à compter du 5 mars 1967.

Par arrêté n° 369 PEL du 6 février 1967.— M. Pohemai Roger, instituteur stagiaire du corps des instituteurs du cadre territorial, qui a été déclaré reçu à l'épreuve orale du certificat d'aptitude pédagogique, est titularisé au 1<sup>er</sup> échelon de son grade, et promu au 2<sup>e</sup> échelon, indice 170, du grade d'adjoint de la catégorie B, du corps des instituteurs du cadre territorial, pour compter du 16 septembre 1966.

Par décision n° 372 PEL du 7 février 1967.— M. Badin René, géomètre contractuel, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 27 janvier 1967, arrivé à Papeete le 28 janvier 1967, est mis à la disposition du chef de service des travaux publics et des mines pour compter du 28 janvier 1967.

Imputation budgétaire : chap. 19, art. 3 parag. 1 du budget du territoire.

Par arrêté n° 432 PEL du 13 février 1967.— En application des dispositions de l'article 98 de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, la disponibilité accordée à Mme Rechard Simone, secrétaire d'administration de 1<sup>er</sup> échelon, échelle 1B, du cadre territorial est prorogée pour une durée d'une année à compter du 1<sup>er</sup> février 1967.

Par arrêté n° 437 PEL du 14 février 1967.— Le docteur Louis Malardé est nommé, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1967, directeur de l'institut de recherches médicales de la Polynésie française, en remplacement du médecin-lieutenant-colonel Jacques Laigret, titulaire d'un congé de fin de campagne.

Par arrêté n° 450 PEL du 14 février 1967.— Mlle Greig Karine, préposée de 3<sup>e</sup> échelon, catégorie D, du corps des préposés des postes et télécommunications du cadre territorial, est placée sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de six mois à compter du 13 mars 1967.

Par arrêté n° 513 PEL du 20 février 1967.— En application des dispositions de l'article 98 de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, la disponibilité sans traitement accordée à Mme Richmond Temou, née Fareata, infirmière de 2<sup>e</sup> échelon, échelle 1B grade d'adjoint, du corps des infirmières du cadre territorial, est prorogée pour une durée d'un an, à compter du 15 janvier 1967.

Par arrêté n° 514 PEL du 20 février 1967.— Mlle Penilla y Perella Françoise, contrôleur stagiaire de 1<sup>er</sup> échelon du corps des contrôleurs des postes et télécommunications du cadre territorial, est titularisée au 1<sup>er</sup> échelon de son grade et promue au 2<sup>e</sup> échelon, indice 200, pour compter du 3 novembre 1966.

Par arrêté n° 560 PEL du 22 février 1967.— Mlle Keane Eva, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> échelon, catégorie C, du corps des adjoints administratifs du cadre territorial, est placée sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de six mois à compter du 3 mars 1967.

\*  
\* \* \*

## AFFAIRES SOCIALES

Par décision n° 550 AS du 21 février 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris via Los Angeles en classe économique sera délivrée au bénéfice de :

- l'enfant Pac Timi, âgé de 13 ans, évacué sanitaire ;
- M. Maoni Manea, âgé de 62 ans, évacué sanitaire ;
- Mme Tokoragi Faustine, âgée de 36 ans, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, des soins et de rapatriement des intéressés sont pris en charge par le territoire.

Ces malades, quittant Papeete le 24 février 1967 sont accompagnés par un médecin. Les frais de voyage par avion, Papeete-Paris et retour, ainsi que les frais de séjour de l'accompagnateur sont pris en charge par le territoire.

Un viatique de dix mille francs (10.000 F) est en outre accordé à Mme Pae Delphine pour l'équipement de son fils Timi.

Ces dépenses sont imputables au budget local : chap. 46, art. 3.

\* \* \*

### ENSEIGNEMENT

Par décision n° 302 E/IA du 1er février 1967.— Pour compter du 16 septembre 1966, M. Jean-Francis Navarro, instituteur de 3e échelon du cadre métropolitain, est nommé directeur de l'école primaire d'Uturoa annexée au cours normal (4 classes - 3 ans).

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 265-320 (1<sup>er</sup> groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les C.E.G.).

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 4191, article 11.

Par décision n° 370 E/IA du 6 février 1967.— Une aide scolaire égale au montant d'une bourse de catégorie D est attribuée, pour l'année universitaire 1966-1967, à MM. Alain Jamet, étudiant à la faculté de médecine de Montpellier, et Patrick Picard-Robson, étudiant à la faculté des lettres de Montpellier.

Par décision n° 438 E/IA du 14 février 1967.— Dans les établissements d'enseignement public et privé désignés ci-après, une bourse, demi-bourse ou aide scolaire locale est attribuée, supprimée, transférée ou transformée, aux dates indiquées, pour chacun des élèves dont les noms suivent :

#### LYCEE PAUL GAUGUIN

##### 1<sup>o</sup>) Suppressions

###### Bourses :

- Terevaura Elaïda, à compter du 17 janvier 1967
- Teriitehau Charlette, à compter du 31 décembre 1966
- Tetoe Hiti, à compter du 31 décembre 1966
- Tiakura Jean-Pierre, à compter du 13 janvier 1967
- Tuihani Davis, à compter du 31 décembre 1966.

###### Demi-bourse :

- Toriki Monique, à compter du 31 décembre 1966.

##### 2<sup>o</sup>) Attributions

###### Demi-bourses :

- Tapatoa Poura Alfred, à compter du 1er octobre 1966
- Tupea Edwin, à compter du 1er octobre 1966.

##### 3<sup>o</sup>) Transferts

du lycée d'Uturoa au lycée Paul Gauguin, de la bourse attribuée à l'élève :

- Fong Choi Juliette, à compter du 30 janvier 1966.
- du collège d'enseignement général de Mataura au lycée Paul Gauguin, de la demi-bourse attribuée à l'élève :

- Yieng Kow Jean, pour compter du 1er janvier 1967.

#### COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE PAPARA

##### 1<sup>o</sup>) Suppressions

###### Bourse :

- Janel Michelle, à compter du 12 janvier 1967.

###### Demi-bourse :

- Peretia Teriria, à compter du 12 janvier 1967.

##### 2<sup>o</sup>) Transformations

à compter du 1er janvier 1967, en bourses entières des demi-bourses attribuées aux élèves :

- Agnié Ninette, Arutahi René, Bambridge Aine, Bessert Adam, Charles Claudine, Faaterehia Marianne, Pater Dehlia, Picard Teina.

#### LYCEE D'UTUROA

##### 1<sup>o</sup>) Transformation

à compter du 1er janvier 1967, en demi-bourse, de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

- Tehong Fong Lisette.

##### 2<sup>o</sup>) Suppression

###### Bourse :

- Ah Min Alain, à compter du 4 janvier 1967.

#### COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TARAVAO

##### 1<sup>o</sup>) Transformations

en demi-bourses, des bourses précédemment attribuées aux élèves :

- Haro Raymond, à compter du 1er janvier 1967
- Tavanae Billy, à compter du 1er janvier 1967
- Teakarutu Sylvain, à compter du 1er janvier 1967
- Tehei Vaite, à compter du 1er janvier 1967
- Teihotu Simon, à compter du 1er janvier 1967
- Tetuanui Philbert, à compter du 1er janvier 1967
- Tetuateroi Martin Viri, à compter du 1er janvier 1967.

##### 2<sup>o</sup>) Attribution

###### Bourse :

- Hamblin Emile, à compter du 30 janvier 1967.

#### COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TIPUTA

##### 1<sup>o</sup>) Suppressions

###### Bourse :

- Richmond Guy, à compter du 8 janvier 1967.

###### Aide scolaire :

- Tuao Temai, à compter du 1er décembre 1966.

##### 2<sup>o</sup>) Attributions

###### Bourse :

- Terakaukau Philippe, à compter du 1er décembre 1966.

###### Aides scolaires :

- Fareea Tihoti, à compter du 1er janvier 1967
- Natua Arai, à compter du 1er janvier 1967
- Natua Rua, à compter du 1er janvier 1967
- Natua Naroro, à compter du 1er janvier 1967
- Natua Flora, à compter du 1er janvier 1967
- Natua Taiti, à compter du 1er janvier 1967.

#### COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE MATAURA

##### Attributions

###### Bourse :

- Lenoir Christiane, à compter du 1er octobre 1966.

###### Aides scolaires :

- Tetuiria Aira, à compter du 1er octobre 1966
- Tupuai Tetera, à compter du 1er octobre 1966.

**COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TAIQHAE***Suppression**Bourse :*

Tehaamoana M. Lazarine, à compter du 1er janvier 1967.

**ECOLE DES SŒURS D'ATUONA***Transformation*

en bourse entière de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève :

Tane Mircille.

**ECOLE DES SŒURS D'UTUROA***Attribution**Aide scolaire :*

Pothier Jacqueline, à compter du 1er janvier 1967.

**CENTRE SCOLAIRE INTERIELES DE MAKEMO***Attribution**Aide scolaire :*

Tukau Marianna, à compter du 1er février 1967.

\* \* \*

**FINANCES TERRITORIALES**

Par arrêté n° 54 FT du 10 janvier 1967.— M. Chavez Olivier, Marie, Noël, brigadier-chef de 8e échelon, catégorie C du corps territorial des brigadiers-chefs de police de la Polynésie française est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 23 février 1967, date à laquelle il sera atteint par sa limite d'âge personnelle.

Par arrêté n° 55 FT du 10 janvier 1967.— M. Rauhuri Jean-Baptiste, sous-agent de 5e échelon, catégorie D du cadre des sous-agents de la Polynésie française, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 9 mars 1967 date à laquelle il sera atteint par sa limite d'âge personnelle.

Par arrêté n° 56 FT du 10 janvier 1967.— Mme Emma Lagarde, infirmière de 10e échelon, échelle 2B, du corps territorial des infirmiers et infirmières de la Polynésie française est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er avril 1967.

Par arrêté n° 110 FT du 16 janvier 1967.— Mme Tetuanui Mateata née Marurai, monitrice de 7e échelon, catégorie D, du corps des moniteurs d'enseignement de la Polynésie française est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er février 1967.

\* \* \*

**JUSTICE**

Par arrêté n° 366 J du 6 février 1967.— Est constatée à compter du 2 février 1967, date de son retour dans le territoire, la reprise de ses fonctions par M. Calinaud René, juge du ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 433 J du 13 février 1967.— Est constatée à compter du 4 février 1967, date de son retour dans le territoire, la reprise de ses fonctions par M. Combes Joseph, procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

L'arrêté n° 2198 J du 7 juillet 1966 est rapporté.

Par arrêté n° 482 J du 15 février 1967.— Le maréchal des logis-chef Martin, Roger, chef de poste administratif des îles de Rurutu et de Rimatara, avec résidence à Moerai (île de Rurutu), est chargé des fonctions d'huissier et est investi de fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite.

Avant d'entrer en fonctions, le maréchal des logis-chef Martin, Roger, prêtera les serments prescrits par la loi.

Le maréchal des logis-chef Martin, Roger, assumera ses fonctions à compter de la date de ses prestations de serments.

Par décision n° 571 J du 23 février 1967.— M. Rota Gilles, adjoint administratif stagiaire, assurera à compter du 1er février 1967 les fonctions de secrétaire du tribunal du travail de Papeete cumulativement avec ses autres fonctions.

La décision n° 2820 J du 15 novembre 1963 est rapportée.

\* \* \*

**OFFICE DES ANCIENS COMBATTANTS**

Par décision n° 431 OAC du 13 février 1967.— Sont désignés membres de la commission médicale à l'aptitude physique des emplois réservés :

MM. le médecin-colonel Genet, médecin-chef de l'hôpital de Papeete	Président
le médecin-capitaine Daudson, médecin résident de l'hôpital de Papeete	Membre
Lehartel Raymond, représentant les victimes de guerre	Membre

La commission, sur convocation de son président, se réunira dans les bureaux du médecin-chef de l'hôpital de Papeete.

\* \* \*

**TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE**

Par décision n° 123 TLS du 18 janvier 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe économique par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 20 janvier 1967 sera délivrée au bénéfice de Mme Yeon Molly née Arai, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de soins et de rapatriement de l'intéressée seront pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 138 TLS du 19 janvier 1967.— Les frais de voyage et de déplacement Saint-Egrève-Paris et retour d'un infirmier convoyeur de M. Tokoragi Noël sont pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 139 TLS du 19 janvier 1967.— Un secours de cent vingt six mille trente francs (126.030 francs CFP) est accordé à M. Lam Cheung pour payer des frais entraînés par l'évacuation sanitaire de son fils Michel.

Cette somme sera versée directement aux différents établissements hospitaliers où a séjourné l'intéressé sur présentation de leur facture.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 140 TLS du 19 janvier 1967.— Un secours de deux mille trois cent quatre-vingt dix francs (2.390) est accordé à M. Tahika Teahihiti pour l'achat d'une paire de lunettes.

Cette somme sera mandatée à M. Gimond, opticien à Papeete qui en a fait l'avance.

Un secours unique de dix mille francs (10.000 francs CFP) est accordé à Mme Manutahi Mareta qui n'a perçu aucune indemnité d'une compagnie d'assurance.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 557 TLS du 21 février 1967.— Sont mis à la charge du territoire les frais de transport et de soins entraînés par l'évacuation sanitaire sur la métropole de l'enfant Grojant Sylvana à l'exception d'une somme de 93.230 F déjà remboursée et qui restera acquise au territoire.

### CIRCONSCRIPTION DES ILES SOUS-LE-VENT

DECISION n° 1 ISLV du 11 janvier 1967 désignant, pour l'année 1967, les secrétaires d'état-civil de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent.

L'administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent,

Vu l'arrêté n° 676 AGF du 6 août 1940 portant organisation administrative de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 1899 AA du 2 août 1961 fixant les conditions de désignation et de rétribution des secrétaires d'état-civil ;

Vu les avis émis par les officiers de l'état-civil des îles Sous-le-Vent,

Décide :

Article 1er.— Sont désignés pour remplir les fonctions de secrétaires de l'état-civil de la circonscription des îles Sous-le-Vent, pour l'année 1967, les personnes ci-après :

<i>Districts :</i>	<i>Noms et prénoms :</i>	<i>Professions :</i>
Tevaitoa	Lemaire Tevaeaari	instituteur
Vaiaau	Opuhi Tetua	institutrice
Fetuna	Ly Tham Henri	cultivateur
Opoa	Tefau Armand	instituteur
Avera	Haurai Tarati	sous-chef
Tehurui	Tamati Brothers	chef de district
Vaitoare	Taumihau Velma	institutrice
Haamene	Moua Henri	instituteur
Faaaha	Teahu Rémy	instituteur
Hipu	Teriinofo Tehaamarumarua	chef de district
Iripau	Teriinatoofa Antoinnette	institutrice
Ruutia	Urarii Pauline	institutrice
Niua	Taruoura Mathias	instituteur
Numue	Ellacott Lissette	suppléante
Anau	Mataihau Turia	institutrice
Faanui	Taea Rémy	instituteur
Maupiti	Rere Désirée	institutrice
Fare	Faniu Eddie	cultivateur
Maeva	Itchner Sarah	institutrice
Fitii	Richerd Marcel	instituteur
Maroe	Pa'u Tiheni	institutrice
Tefarerii	Paul Teioatua	institutrice

<i>Districts :</i>	<i>Noms et prénoms :</i>	<i>Professions :</i>
Haapu	Vaki Maurice	instituteur
Parea	Teriama Patua	institutrice
Faie	Tcavae Tina	institutrice

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 janvier 1967.

R. ANGELIER.

### CIRCONSCRIPTION DES ILES DU VENT

DECISION n° 7 IDV du 23 février 1967 homologuant les élections du vice-président du conseil de district de Paopao (Moorea).

L'administrateur des îles du Vent, par délégation du chef du territoire ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de districts, modifié par les arrêtés des 3 janvier 1900, 24 novembre 1919, 15 juin 1931, 18 avril 1935, 4 décembre 1947, 14 août 1948 et 16 avril 1959 ;

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 déterminant à nouveau la composition et les conditions de formation des conseils de districts ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de district de Paopao en date du 1er février 1967,

Décide :

Article 1er.— Est déclaré élu à la suite des élections du conseil de district de Paopao M. Agnié Moeraavai, comme vice-président, en remplacement de M. Firiapu Teriiehiro, décédé.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1967.

G. PUJOL.

### AVIS OFFICIELS

LISTE des représentants de la propriété privée pour l'année 1967 en vue de la réunion éventuelle de la commission arbitrale d'évaluation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

MM. AUBRY Ernest	propriétaire
AUMERAN Henri	entrepreneur
ARAPARI John	propriétaire
BAMBRIDGE Rudolph	»
BLANCHARD Daphnis	»
BORDES François	»
CERAN-JERUSALEM Jean-Baptiste H.	»
DOUDOUTE Georges	»
FAUGERAT Paul	»
FROGIER Henri	»
HERAULT François	propriétaire-géomètre
HINTZE François	commerçant



Mme JACQUEMIN Jeanne	propriétaire
MM. JARDONNET Etienne	»
LEBIHAN Laurent	négociant
LEQUERRE Maurice	commerçant
LEVY Germain	propriétaire
OLIVER Eugène	»
Mme POMARE Elvina	»
MM. QUESNOT René	»
RAIAHUTI Vivirau	»
SOLARI Michel	»
TEAMOTUAITAU Tuifaarau	»
TEUIRA Jacques	»
TAURAA Jacques	»
VILLIERME Louis	»
XAVIER Matohi	»

## AVIS AUX IMPORTATEURS

- Loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger.
- Décret n° 67-78 du 27 janvier 1967 fixant les modalités d'application de la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966, ci-dessus.
- Arrêté ministériel du 27 janvier 1967 fixant les modalités d'application de ce décret.

Ces textes promulgués par arrêté n° 416 AA/AE du 10 février 1967, et publiés au *Journal officiel* de la Polynésie française du 15 février 1967 avec l'avis n° 1 du 3 février 1967 suppriment le contrôle des relations financières entre le territoire et l'étranger.

La réglementation sur le commerce extérieur étant maintenue, il résulte que les titres d'importation, licences ou certificats, et les licences d'exportation, ne sont plus que des autorisations d'entrée ou de sortie de marchandises, le paiement de celles-ci étant librement effectué.

Pour l'application de ces dispositions :

— *Licence d'importation* : pour les marchandises contigentes des programmes :

- Communauté économique européenne (C.E.E.)
- Contingents globaux (C.G.)
- Japon.

La demande, établie sur les imprimés actuellement utilisés, en trois exemplaires (jaune, rose et blanc), justifiée par une facture du fournisseur libellée en FOB plus le fret, soit coût et fret, sera déposée au service des affaires économiques.

Après enregistrement et visa, les exemplaires rose et blanc et les pièces justificatives seront rendus à l'importateur.

— *Certificat d'importation* : pour les marchandises dites libérées, pouvant être importées sans limitation de quantités.

Lorsque le montant du contrat commercial ne dépasse pas 10.000 francs métropolitains il n'y aura pas lieu d'établir de certificat, mais de joindre à l'appui de la déclaration en douane un deuxième exemplaire de la facture destiné au service des affaires économiques.

Au-dessus de 10.000 francs, un certificat d'importation, en trois exemplaires (jaune, rose et blanc) devra être soumis au visa du service des douanes puis déposé au service des affaires économiques.

— *Licence d'exportation* : la présentation de la formule de licence est maintenue provisoirement. La licence en trois exemplaires continuera à être visée par le service des affaires économiques.

## POLYNÉSIE

Approvisionnements C.E.E.- 1967 (en milliers de francs)

Groupes	Désignation tarifaire (nomenclature française)	Produits	Contingents 1967
1	Chapitres 2 et 3 Chap. 4 : 04-01 ; 04-02 ; 04-03 ; 04-04 Chap. 6, 7, 8 et 10 Chap. 9 : 09-02	Viandes et abats ; poissons, crustacés et mollusques, lait et produits laitiers, produits de la floriculture ; légumineuses, plantes, racines et tubercules alimentaires ; fruits comestibles ; céréales ; thé	6.635
2	Chap. 11 : 11-01 A 11-01 B Chap. 15 (sauf Ex 15-07 B)	Farine de froment ou d'épeautre Farine de méteil Graisses et huiles (à l'exclusion des huiles d'arachide) ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires	1.242
3	Chap. 16 à 21 (sauf 17-01)	Produits des industries alimentaires (à l'exclusion du sucre)	517
4	Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires, aliments préparés pour animaux	178
5	Chapitre 24 Chap. 27 : 27-01	Tabacs Houilles, briquettes, boulets, combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille	668
6	27-02 27-04 A 11 27-04 B	Lignite et agglomérés Cokes et semi-cokes de houille autres que ceux destinés à la fabrication d'électrodes Cokes et semi-cokes de lignite	13
7	Chap. 28 à 39	Produits chimiques	1.400
8	Chap. 50 à 63	Textiles	1.400
9	Chap. 64	Chaussures	140
10	Chap. 68 à 70	Ouvrages en pierre, céramique, verre (sauf articles en faïence et en poterie fine)	700
11	Chap. 73 à 80	Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3.864
12	Ex Chap. 84	Matériel mécanique d'approvisionnement	745
13	Ex Chap. 85	Matériel électrique d'approvisionnement	2.068
14	Chap. 87 : 87-09 ; 87-10 ; 87-11 ; 87-12	Motocycles et vélocipèdes avec ou sans moteur ; side-cars ; fauteuils et véhicules à propulsion pour invalides ; parties, accessoires et pièces des véhicules ci-dessus	539
		de 3 T.	97
15	87-03 ; Ex 87-04 ; Ex 87-05 ; Ex 87-06	Véhicules à usages spéciaux, leurs châssis, carrosseries, parties, pièces et accessoires	126
		+ de 3 T.	
16	Chap. 90 à 92 (sauf 90-24 A I et A II b)	Instruments et appareils d'optique, de photo, de caméra, de mesure, de précision, de vérification, appareils médico-chirurgicaux. Horlogerie. Instruments d'enregistrement et de reproduction du son et des images	857

Groupes	Désignation tarifaire (nomenclature française)	Produits	Contingents 1967
17	Chap. 40 à 43	Ouvrages en cuir	3.080
	Chap. 93 (sauf 93-01 à 03)	Armes (sauf armes blanches, révolvers, pistolets et armes de guerre)	
	Chap. 95 (95-01 à 04)	Ouvrages en écaille, nacre, ivoire, os	
	Chap. 96 à 98 (sauf 97-07 A et B II)	Ouvrages de broserie et pinceaux, jouets, jeux et articles de sport (sauf articles de poche)	
	Chap. 44 à 49 (sauf ex 44-03 ; ex 44-04 ; ex 44-05 (bois communs) et 44-13 ; bois rabotés, rainés, etc...	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège ; sparterie et vannerie. Matières servant à la fabrication du papier, papier et ses applications.	
Totaux			24.269

#### Contingents ouverts sans limitation de quantité :

##### Groupe 18 :

- Chap. 5 - Autres produits d'origine animale (n.d.n.c.a.)  
 Ex Chap. 12 - Tous produits de ce chapitre à l'exception des graines et fruits oléagineux de la position 12-01 et de leurs farines (12-02)  
 Ex Chap. 13 - Tous produits de ce chapitre à l'exception des gommes de la position 13-02  
 Chap. 14 - Matières à tresser  
 Chap. 22 - Boissons, liquides alcooliques et vinaigres  
 Ex Chap. 25 - Tous produits de ce chapitre à l'exception de ceux repris sous les positions 25-01 (sels) 25-22 (chaux) 25-23 (ciment)  
 Chap. 26 - Minerais métallurgiques, scories et cendres  
 Chap. 43 - Pelleteries et fourrures  
 Chap. 47 - Matières servant à la fabrication du papier  
 Chap. 67 - Plumes et duvets, articles en ces matières, fleurs artificielles, ouvrages en cheveux, éventails  
 Chap. 84 : - Propulseurs type hors-bord  
 Ex 84-06  
 Chap. 95 - Matières à tailler et à mouler à l'état travaillé  
 Chap. 99 - Objets d'art, de collection et d'antiquité.

#### POLYNÉSIE

#### Équipements C.E.E.- 1967 (en millions de francs)

Groupes	Désignation tarifaire (nomenclature française)	Produits	Contingents 1967
20	Chapitre 84 : 84-24 à 30	Machines pour l'agriculture et les industries alimentaires	220
21	84-09, 22 et 23 Ex 84-56, Ex 84-59 87-07	Matériel de travaux publics, de mines, de manutention et de levage (M.T.P.S.)	139
22	Ex 84	Autres machines et appareils non dénommés ci-dessus	2.121
23	Ex 85	Matériel électrique non repris au programme Approvisionnements C.E.E. et contingents globaux	1.175
24	Chapitre 86	Véhicules et matériels pour voies ferrées, etc...	10
25	Chapitre 87 : Ex 87-01 et 06	Tracteurs à chenilles et pièces détachées	339
Totaux			4.004

#### Contingents ouverts sans limitation de quantité

Groupe	Chapitre 84 : 84-01 à 06	Générateurs à vapeur, moteurs, etc... à l'exclusion des propulseurs type hors-bord repris au programme Approvisionnements
26	Ex 87-01 et 87-06	Motoculteurs et tracteurs agricoles à roues et pièces détachées.

#### ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 15 jours à compter du 15 mars 1967, sur une demande formulée par M<sup>me</sup> Veuve Daniaud demeurant à Papetoai (Moorea) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène, marque "Diésel", puissance 4,5 KVA à Papetoai (Moorea).

Cette installation est classée dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics et des mines,*  
**A. ELLACOTT.**

#### ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 15 mars 1967, sur une demande formulée par M. Maamaatua Henri Tevane, demeurant à Faaa P.K. 6, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer dans un atelier existant "station service" entretien véhicules sis à Faaa P.K. 5,400 (Pté Liais Charles) un compresseur de 3/4 CV 220 volts.

Cette installation est classée dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics et des mines,*  
**A. ELLACOTT.**

**COURS DES CHANGES**  
pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89,98
CANADA.....	1 dollar canadien	83,09
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0,42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7,18
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22,64
AUTRICHE.....	1 schilling	3,48
BELGIQUE.....	1 franc belge	1,81
DANEMARK.....	1 couronne danoise	13,00
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	251,40
ITALIE.....	100 liras	14,40
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12,59
PAYS-BAS.....	1 florin	24,93
PORTUGAL.....	1 escudo	3,12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17,42
SUISSE.....	1 franc suisse	20,75
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17,74
TUNISIE.....	1 dinar	170,98
AUSTRALIE.....	1 dollar	100,37
HONG-KONG.....	1 dollar	15,74
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	249,71
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**ANNONCES JUDICIAIRES**

Etude de Me Marcel LEJEUNE, Notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete, le 24 février 1967, les associés de la « SOCIETE KIM FA & Cie », société à responsabilité limitée au capital de 200.000 francs CP, dont le siège est à Papeete, rue Bonnard, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 237 du registre analytique, ont :

1° — Désigné à compter du 24 février 1967 et pour une durée non limitée, Monsieur Li Sfa LIU SING, employé de commerce, demeurant à Papeete, 201 rue Bonnard, comme seul gérant de la société, en remplacement de Mademoiselle Li Fon TIHING LOO, commerçante, demeurant à Papeete, 201 rue Bonnard, démissionnaire.

2° — Et transformé ladite société en société en nom collectif, à compter du jour de l'acte, par application de l'article 30 du décret du 27 mars 1929 et de l'article 16 des statuts.

Cette transformation n'a pas entraîné la création d'un être moral nouveau.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet de la société, à sa durée, ni à son capital.

Le siège social est demeuré fixé à Papeete rue Bonnard.

La dénomination sociale de « SOCIETE KIM FA & Cie » a été conservée, et il y a été ajouté la raison sociale de « LIU SING & Cie ».

La société, sous sa nouvelle forme, demeure gérée par Monsieur LIU SING susnommé, déjà gérant de la société avant sa transformation.

Le gérant jouit vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au Greffe des Tribunaux de Papeete le 7 mars 1967.

Pour extrait et mention :

M. Lejeune, notaire.

Etude de M<sup>e</sup> Jean SOLARI, Notaire à Papeete

"SCHENCK & Cie"  
Société en Nom Collectif  
Capital 1.000.000 Fr.  
Siège : PAPEETE

I. — Suivant acte reçu par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, les 16 et 18 janvier, 3 et 7 février 1967, les associés de la société SCHENCK et Cie, ont modifié la raison sociale qui est devenue "E. SCHYLE & Cie" ; en outre, aux termes dudit acte, Monsieur Etienne SCHYLE, entrepreneur, demeurant à Papeete, a été nommé en qualité de gérant à compter rétroactivement du 1<sup>er</sup> janvier 1967, en remplacement de Monsieur Henri SCHENCK, démissionnaire.

II. — Suivant acte dressé par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, également les 16 et 18 janvier, 3 et 7 février 1967, les associés de la dite société ont modifié l'article 7 des statuts relatif au capital social, afin de tenir compte de la nouvelle répartition après 5 cessions de parts d'intérêt.

Deux expéditions desdits actes ont été déposées au Greffe des Tribunaux de Papeete le 27 février 1967.

Pour extrait et mention :

Jean SOLARI  
Notaire.

Etude de M<sup>e</sup> R. E. BAMBRIDGE  
Avocat-Défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt et un octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur Teuira PORI, manoeuvre, charpentier, demeurant à Faaripo, Papenoo (Tahiti) ; nanti de l'assistance judiciaire par décision du 1<sup>er</sup> juin 1966.

Et : Madame Mavi Monique TURI-TERIITUA, demeurant à Pamatai (lotissement du Crédit de l'Océanie n° C-17-18).

Il appert que le divorce d'entre les époux PORI-TURI-TERIITUA a été prononcé aux torts de la femme.

Pour extrait :

R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M<sup>e</sup> R. E. BAMBRIDGE, avocat-défenseur**Assistance judiciaire**

(Décision du 11/10/65)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le dix décembre mil neuf cent soixante cinq, enregistré et signifié.

Entre : le sieur Tehe a TEAHU, cultivateur, demeurant à Faaone, nanti de l'assistance judiciaire par décision du 11 octobre 1965, ayant Me BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : la dame Teriiviritua a MARAIAURIA, demeurant à Punaauia P.K. 12, ayant Me ROBINET pour avocat-défenseur.

Il appert que le divorce d'entre les époux TEAHU-MARAIAURIA a été prononcé aux torts réciproques.

Pour extrait :  
R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M<sup>e</sup> R. E. BAMBRIDGE, avocat-défenseur**Assistance judiciaire**

(Décision du 2/3/66.)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt quatre juin mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : la dame Adèle Tina TEAPAI, demeurant à MAEVA (Huahine).

Et : le sieur Daniel TUHEIVA, charpentier, demeurant à Paopao, île Moorea, nanti de l'assistance judiciaire par décision du 2 mars 1966, ayant Me BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Il appert que le divorce d'entre les époux TUHEIVA-TEAPAI a été prononcé aux torts de la femme.

Pour extrait :  
R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M<sup>e</sup> R. E. BAMBRIDGE, avocat-défenseur**Assistance judiciaire**

(Décision du 11/12/64.)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le seize avril mil neuf soixante cinq, enregistré et signifié.

Entre : Philippe ALVAREZ, demeurant à Taunua, quartier Mormon, nanti de l'Assistance Judiciaire par décision du 11 décembre 1964, ayant Me BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : la dame Antoinette Tiare OPETA, demeurant à Ma-mao, Papeete.

Il appert que le divorce d'entre les époux ALVAREZ-OPETA a été prononcé aux torts de la femme.

Pour extrait :  
R.E. BAMBRIDGE.

## ANNONCES DIVERSES

**AVIS DE LA COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS :** A la suite de l'assemblée générale ordinaire de la Coopératives des Travailleurs Tahitiens, tenue le mardi 28 février 1967, voici la composition du conseil d'administration de ladite société pour l'exercice 1967 :

**Président-gérant :** Jean-Baptiste Heitarauri Cérans-Jérusalem,

**Secrétaire :** Jean Tautu,

**Membres :** M<sup>me</sup> Poura Tapua épouse Aroita,  
Paul Bouzer,  
Jean Lucas,  
Anapa Tan (père).

Quant à la Commission de contrôle, voici ses membres :  
M<sup>me</sup> Alice Smith, John Teariki et James Tuteaotini Deane.

Par décision en date du 21 février 1967 les actionnaires de la S.A.R.L. REX, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé à la majorité des 3/4 du capital social et conformément à l'article 20 des statuts du 1<sup>er</sup> octobre 1950, de transformer leur Société en Société Civile Immobilière régie par les articles 1862 et suivants du code civil.

L'objet, la raison sociale, le siège social, la durée et d'une façon générale, les clauses des statuts, demeurent inchangés.

Le gérant,  
R. GRAUX.

## EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

**Budget - Exercice 1967**

400 fr. l'exemplaire

**Calendrier pour l'année 1967**

Prix en feuille : 10 fr.

**Nomenclature douanière**

suivie de l'index alphabétique

et des notes explicatives

Prix broché : 400 frs

**Réglementation**

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

**Note**

sur la préparation de la vanille.

Prix broché : 40 francs